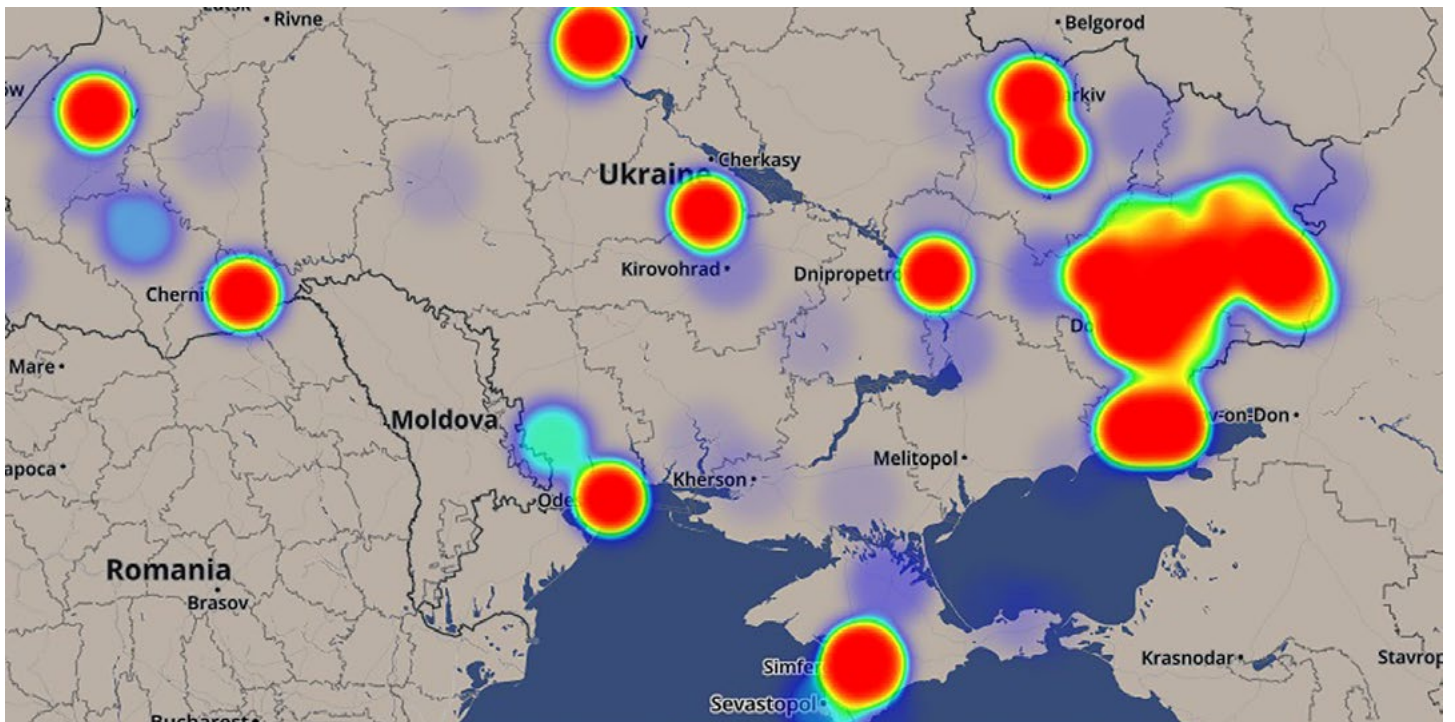


Newsletter du KOFF N° 133, décembre 2014



La prévention des conflits, aujourd'hui et demain

Éditorial

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 1, 5 milliard de personnes – soit près d'un cinquième de la population – vit aujourd'hui dans des pays touchés par des conflits. En réponse à ce problème, la communauté internationale a choisi depuis longtemps de mettre l'accent sur la gestion et la résolution des conflits. Bien qu'investir dans la prévention soit nettement moins coûteux que de réparer les effets d'une guerre, la mise en œuvre de la prévention des conflits n'en est encore qu'à ses balbutiements. Quel est le rôle des nouvelles technologies dans la prévention des conflits et la détection précoce des tensions ? Quelles sont les approches clés pouvant conduire à la réussite ou à l'échec des activités de prévention ? Quels sont les efforts actuellement menés dans ce domaine par les acteurs suisses étatiques et non-étatiques ?

Cette dernière édition de l'année vise à faire le point sur la prévention, une approche et un processus essentiels si l'on veut garantir la paix à long terme.

Marie Seidel
Rédactrice

Table des matières

POINT FORT			
> Nouvelles technologies et prévention des conflits	3	> Swiss Peacebuilding Training Course 2014	9
		> Organisations internationales partenaires	10
DOSSIER		PUBLICATIONS	
> Lancement du cours sur la prévention des conflits et l'alerte précoce de swisspeace	4	> Défis pour la recherche sur la paix	11
> Résilience et prévention des conflits au cœur des débats	5	> Opérationnalisation de la sécurité humaine	11
> Activités de prévention des conflits de la DSH au Tchad	6	SUR LE WEB	
> Les missions de la Task Force pour le Traitement du Passé et la Prévention des Atrocités	6	> Cours de formation en ligne sur la sensibilité au conflit	12
> Prévention et construction de la paix : pour une approche globale et non-violente	7	CALENDRIER	
		> Événements	12
ACTUALITÉ			
> Sensibilité au conflit : quelle marche à suivre ?	8		
> Cours « Dealing with the Past » (CAS)	8		
> Préavis pour 2015 : cours de formation post-diplôme en promotion civile de la paix	9		

Éditeur :
Centre pour la promotion de
la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Berne 7
Tél : +41 (0)31 330 12 12
www.koff.ch

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Nouvelles technologies et prévention des conflits

Partout dans le monde, l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) se démocratise à grands pas. Comment les acteurs internationaux, les États et la société civile peuvent-ils utiliser les TIC et les données qu'elles génèrent pour mieux prévenir les conflits ? Des recherches montrent qu'en matière de prévention des conflits, le potentiel informatif des technologies est immense. Andrzej Czapiewski, cofondateur de Cytora, une entreprise d'analyse en temps réel de données issues de sources librement accessibles, nous fait part de ses réflexions sur la question.

Cytora
[Andrzej Czapiewski](#)

[Lien](#)

[Cytora](#)

Il y a quelques semaines, le milliardaire Elon Musk a annoncé que sa société, SpaceX, développait des microsattellites pour fournir l'accès à Internet à bas prix partout dans le monde. Que cette ambition se concrétise ou non, le rythme des évolutions technologiques ne ralentira pas. D'ici 2020, selon Eric Schmidt, président de Google, le monde entier sera connecté. La profusion d'informations mises en ligne peut être mise à profit dans la veille des risques de conflit. Les sujets de mécontentement transparaissent dans les médias sociaux et les comptes-rendus détaillés des événements se multiplient avec la présence croissante des médias locaux sur Internet.

Nous sommes déjà submergés d'informations : comment identifier et suivre les événements importants, comment exploiter cette ressource pour établir les tendances prévisionnelles d'escalade et de désescalade des conflits ? Les derniers algorithmes informatiques livrent la solution : ils peuvent être utilisés pour filtrer et suivre les mécontentements, comme les discours de haine, ainsi que détecter et localiser avec une précision inégalée les événements pertinents dès qu'ils surviennent. En combinant ces données dynamiques à court terme à des indicateurs de conflit traditionnels (mortalité infantile, chômage), on peut construire un système d'alerte précoce des conflits en temps réel tirant à la fois parti des avantages des modèles structurels et de ceux bâtis sur les événements. En outre, en élargissant l'ontologie des événements de conflit pour identifier ceux-ci plus tôt dans leur cycle, tels que les accusations de corruption ou d'extorsion et l'exigence de changements politiques, mais aussi les événements liés aux risques (épidémies, catastrophes naturelles, bouleversements économiques), nous obtenons une vision plus large de l'horizon des risques. Une telle méthodologie requiert une sélection minutieuse des sujets de mécontentement à court terme et des événements à suivre, mais peut être entièrement personnalisée grâce à notre technologie. Nous travaillons en étroite collaboration avec chaque client pour définir son paysage de risques et développons une ontologie des événements et un ensemble d'indicateurs uniques, afin de construire un système d'alerte précoce adapté à ses besoins.

Nous avons récemment observé l'Ukraine et développé une méthodologie d'alerte précoce et de suivi pour réagir à un conflit de cette nature. En ne tenant compte que des indicateurs structurels, on ne constate pas de risque élevé de conflit : le pays était classé 93^e, juste après le Bahreïn, l'Arabie saoudite et le Sri Lanka. Dans notre flux d'événements en temps réel, nous avons toutefois relevé les premières manifestations pro-européennes en novembre 2013 et la brutalité policière qui s'est ensuivie, et qui n'a fait qu'alimenter la colère des protestataires. Il s'agit d'un modèle classique d'escalade des conflits. En prenant de l'ampleur, les événements se sont déplacés vers l'est, où ils se sont transformés en manifestations pro-russes. À la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch, nous avons relevé d'autres signes d'escalade de la violence à l'est, avec réquisitions de bâtiments et incendies criminels. L'intensification de ces événements suggérait une aggravation et non un apaisement du conflit. Autre signe : les différences dans la manière dont les médias russes et occidentaux ont relayé l'information. Pendant longtemps, chacune des deux parties a tenté de gagner cette guerre de propagande en diffusant des informations visant à mettre la population de leur côté. Ces divergences peuvent servir d'indicateurs d'alerte précoce.

Cette méthodologie hybride permet de visualiser en temps réel le risque de conflit à l'aide d'une carte des points chauds ; elle offre une excellente vue d'ensemble des zones critiques très tôt dans le cycle d'escalade. Une analyse approfondie des sentiments exprimés dans les discussions de ces événements révèle si les réactions sont positives ou négatives. Nous identifions aussi les parties prenantes, ce qui nous permet de donner plus de poids aux minorités et aux groupes de militants concernés. En outre, la plateforme est un outil d'enquête permettant aux décideurs de puiser les données à la source, que ce soit un blog relatant un événement ou un indicateur structurel particulièrement informatif. En plus de collecter et d'analyser les données texte, nous nous efforçons de trouver les images et vidéos correspondantes sur les réseaux sociaux. Il est même possible de pinguer automatiquement un satellite pour qu'il prenne des images de certains types d'événements et d'obtenir des résultats en quelques heures pour quelques centaines de dollars seulement. Fusionner toutes ces données éclaire des situations souvent opaques et facilite le processus de prise de décision.

La technologie n'est cependant qu'un outil, pas une solution clés en main. Il existe de nombreuses méthodologies et de cadres, ayant chacun leurs avantages et leurs inconvénients, et l'approche mixte mêlant observateurs locaux, analyses qualitatives et programmes de sensibilisation s'est avérée la plus efficace. Anticiper les conflits est une tâche herculéenne pour laquelle seul le passé peut nous aider à appréhender l'avenir. Certains événements font partie des aléas et ne peuvent être anticipés, mais un suivi en temps réel a le mérite de les repérer rapidement. Au final, c'est aux décideurs qu'il revient d'agir. Tout ce que nous pouvons faire, en tant qu'entreprise technologique, c'est leur fournir les informations le plus vite possible.

DOSSIER

Lancement du cours sur la prévention des conflits et l'alerte précoce de swisspeace

swisspeace
[Heinz Kruppenacher](#)

[Lien](#)

[swisspeace Academy](#)

La prévention des conflits et l'alerte politique précoce sont des notions clés de l'action internationale en matière de consolidation de la paix depuis plus de vingt ans. En dépit du vif intérêt intellectuel suscité, les progrès sont restés relativement limités concernant l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce visant à prévenir l'apparition ou l'aggravation de conflits violents. Le cours de swisspeace est conçu pour faire évoluer la situation. D'une part, il vise à examiner concrètement les défis que pose l'alerte précoce des conflits. D'autre part, grâce à une revue des efforts déjà déployés, les professionnels participant à la formation devraient acquérir la capacité de mettre au point des systèmes d'alerte précoce viables adaptés à leurs besoins.

Le premier cours de swisspeace sur la prévention des conflits et l'alerte précoce, qui a eu lieu du 10 au 14 novembre 2014 à la swisspeace Academy de Bâle, a montré que les objectifs des organisateurs étaient atteints. Les participants ont eu l'occasion de se familiariser avec les difficultés inhérentes aux programmes de prévention des conflits, mais aussi de redoubler d'intérêt pour le renforcement de leurs efforts ou pour donner à la prévention des conflits et à l'alerte précoce un rôle plus important dans leur travail au sein des organisations nationales, internationales ou supranationales. L'alerte politique précoce consiste à fournir les bonnes informations aux bonnes personnes et au bon moment, de manière à ce que des mesures appropriées puissent être prises pour éviter les violences. Chacun a réalisé l'importance, mais aussi les difficultés que présentent ces trois

éléments. Plus encore, à la fin de la formation, tous étaient plus convaincus que jamais que malgré d'inévitables obstacles qui découragent et paralysent parfois, il n'y a pas vraiment d'autre solution que de miser sur la prévention des conflits.

Résilience et prévention des conflits au cœur des débats

swisspeace
Marie Seidel
Lukas Krienbühl

[Liens](#)

[Vidéo de la conférence annuelle](#)

[Programme de la conférence annuelle et intervenants](#)

[Point fort : nouvelles technologies et prévention des conflits](#)

Comment prévenir les conflits armés ? Quels sont les principes à respecter ? Quels sont les défis à relever ? La conférence annuelle de swisspeace a relancé le débat sur la prévention, une approche difficile à mettre en pratique, mais nettement moins coûteuse que de réparer les effets d'une guerre.

L'exemple du Soudan du Sud, qui a fait l'objet du premier débat, illustre bien l'échec de la prévention. Après avoir connu deux guerres civiles et obtenu l'indépendance, le pays, où tous les espoirs étaient permis, est depuis décembre 2013 en proie à de violents affrontements. Pourquoi un tel échec ? Selon les intervenants, la communauté internationale, dont les efforts se sont concentrés sur le renforcement de l'État, n'a pas suffisamment intégré la population locale au processus de paix, encourageant ainsi les exclusions et entravant l'influence des structures locales. En outre, le processus de réconciliation a été négligé, empêchant ainsi une réelle analyse des causes profondes du conflit. Dans l'impossibilité de rompre avec le climat de tensions, notamment au sein de l'élite politique, le Soudan du Sud n'a pas pu développer une société suffisamment résiliente.

Le développement de sociétés résilientes pourrait en effet permettre de prévenir durablement les conflits, à l'instar du village de Béoua en Côte d'Ivoire qui a servi d'illustration à la deuxième session sur les « îlots de paix ». La résilience étant ici comprise comme la capacité à anticiper, prévenir et absorber les chocs, à s'y adapter, à les surmonter et à les transformer en opportunités. Développer des sociétés résilientes, c'est alors mettre en place un processus sur le long terme, impliquant l'intégration de tous les groupes, basé sur le dialogue, la confiance et la transparence, et nécessitant une analyse des causes profondes des tensions ainsi que la prise en compte des spécificités de chaque contexte.

Lors de la dernière session, la question fut de savoir comment traduire en décisions politiques les données toujours plus détaillées et fournies par des instruments de plus en plus performants. Selon les intervenants au débat de clôture, l'enjeu de la prévention consiste à mettre en place des mécanismes de prévention au niveau de la politique internationale, qui permettent de tenir compte des spécificités locales.

Activités de prévention des conflits de la DSH au Tchad

Division Sécurité humaine
Cédrine Beney

[Liens](#)

[Bureau de la coopération suisse à N'Djaména](#)

[Division Sécurité humaine du DFAE](#)

Depuis 50 ans, la Suisse mène au Tchad des programmes de coopération dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'aide humanitaire, complétés en 2011 par des activités de promotion de la paix. À travers celles-ci, la Division Sécurité humaine (DSH) vise principalement à prévenir les conflits en y favorisant notamment le dialogue politique, le traitement du passé et le rapprochement des communautés.

Le dialogue entre acteurs politiques est mené principalement au sein du Cadre national de dialogue politique mis en place par le chef de l'État en 2013, afin de favoriser les concertations en vue des prochaines échéances électorales. La DSH participe aux échanges que les partenaires internationaux entretiennent avec les membres du Cadre en insistant tout particulièrement sur la nécessité d'inclure la plus grande coalition d'opposition au sein du Cadre, afin d'associer les principales parties prenantes aux décisions liées au processus électoral.

La DSH travaille également avec différents partenaires menant des projets favorisant le dialogue entre acteurs politiques et société civile, afin d'améliorer la prise en compte des aspirations citoyennes. Des cafés politiques ont, par exemple, été initiés par le Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la Réconciliation au Tchad et ont permis aux acteurs politiques de la majorité et de l'opposition ainsi qu'à ceux de la société civile de débattre de thèmes d'actualité telle que la sécurité régionale et intérieure.

Le traitement du passé est considéré par le Groupe de recherche pour la promotion de la paix et du développement au Tchad comme étant l'une des conditions de l'instauration d'une paix durable. La DSH soutient ce groupe et d'autres qui s'efforcent de mettre le traitement du passé à l'agenda des autorités.

Si la plupart des activités soutenues par la DSH ont lieu dans la capitale, N'Djaména, d'autres sont organisées en région, comme à Pala où les leaders des communautés religieuses ont été formés à la culture de la paix par l'un des partenaires de la DSH. Cette dernière soutient également d'autres projets visant à rapprocher les communautés.

L'engagement de la DSH au Tchad contribue à renforcer la sécurité humaine dans ce pays et permet ainsi de consolider la paix et prévenir de nouveaux conflits.

Les missions de la Task Force pour le Traitement du Passé et la Prévention des Atrocités

Task Force pour le Traitement du Passé et la Prévention des Atrocités

[Mô Bleeker](#)

Envoyée spéciale, cheffe de la Task Force

Depuis 2003, la Suisse a développé son approche conceptuelle dans le domaine du traitement du passé et de la prévention des atrocités en se basant, d'une part, sur les « principes contre l'impunité » développés par Louis Joinet en 1997 à la demande de la commission des droits de l'homme des Nations Unies, d'autre part sur les grands axes de la transformation des conflits et de la prévention. Les « principes contre l'impunité » reposent sur les droits des victimes et les devoirs

[Liens](#)

[DFAE : traitement du passé](#)

[Action globale contre les crimes d'atrocités \(GAAMAC\)](#)

des États dans la lutte contre l'impunité et prévoient la réalisation d'un éventail d'initiatives combinées assurant la réalisation de ces droits et devoirs dans les domaines du droit de savoir, droit à la justice, aux réparations et les garanties de non-répétition.

La Prévention des Atrocités concerne la prévention des crimes visant des groupes, communautés et populations spécifiques, ainsi que les personnes protégées par les Conventions de Genève. Prévenir les atrocités implique le renforcement d'un cadre légal et politique assurant une gestion constructive des diversités (politiques, religieuses et ethniques notamment) et des capacités de résilience des sociétés (institutions publiques, capacité de gestion non violente des conflits), ainsi que la mise en place d'une architecture nationale de prévention permanente.

En 2011, le Département fédéral des affaires étrangères s'est doté d'une Task Force pour le Traitement du Passé et la Prévention des Atrocités (TF DWP&PA) qui a pour mission de garantir et de renforcer une approche cohérente au sein du Département et de répondre aux demandes croissantes dans ce domaine.

Au plan bilatéral, la TF DWP&PA répond aux demandes de gouvernements et acteurs de la société civile concernant le traitement du passé et la prévention des atrocités. Au plan multilatéral, la Suisse génère des alliances multirégionales pour le développement de normes et de standards. Elle est notamment à l'origine de la création du mandat du Rapporteur Spécial pour la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et de la garantie de non-répétition dans le cadre onusien du Conseil des Droits de L'homme et de l'initiative multilatérale Action Globale contre les Crimes d'Atrocités.

Prévention et construction de la paix : pour une approche globale et non-violente

APRED

[Christophe Barbey](#)

[Lien](#)

[APRED](#)

L'idéal d'une paix durable, dont chacun puisse profiter, suppose que la prévention s'intègre dans toute démarche de construction de la paix. Valoriser la paix, permettre aux personnes et aux institutions de s'y reconnaître, admettre qu'elles ont droit à la paix, c'est éloigner une pensée qui rendrait inéluctables le conflit, l'opposition, la violence et la guerre. Apprendre à vivre dans un contexte de paix, c'est aussi se donner des moyens intègres et pacifiques pour gérer les conflits sans les aggraver. Tirer expérience de ces conflits pour qu'ils ne se reproduisent pas, traiter les personnes concernées avec humanité pour qu'elles deviennent actrices et acteurs de paix : la prévention se prépare aussi après le conflit.

Mettre en œuvre des politiques de paix et de prévention des violences efficaces est une tâche essentielle de toute autorité publique ou privée. De telles politiques pourraient et devraient être inscrites dans les constitutions. Elles impliquent toutefois un haut degré d'exemplarité, l'État devant démontrer qu'il est aussi acteur de paix et qu'il sait renoncer à toute forme de violences inutiles, y compris les violences préventives (préparer la guerre) ou indirectes (vendre des armes). Si l'État peut et doit rester seul détenteur de l'usage de la force, celle-ci ne peut s'exercer qu'en cas d'absolue nécessité, si la prévention a effectivement été exercée et qu'elle a échoué, dans les strictes limites des droits fondamentaux, du droit humanitaire et de la proportionnalité. De plus, tout usage de la force doit être contrôlé de façon autonome et indépendante, mais il doit aussi faire l'objet de recommandations pour que de tels incidents ne se reproduisent pas. Depuis sa fondation en 2001, L'APRED s'engage pour une politique en faveur de la paix et de la prévention des conflits.

Sensibilité au conflit : quelle marche à suivre ?

KOFF
Sabina Handschin

[Liens](#)

[Sensibilité au conflit :
Reflection Note](#)

[Récapitulatif de la retraite](#)

Une retraite sur la sensibilité au conflit a été organisée du 30 septembre au 2 octobre 2014 par le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) en présence de 40 experts internationaux issus de think tanks, d'ONG, d'universités et de donateurs.

Cette réunion a permis d'insuffler une dynamique 20 ans après les débuts de la sensibilité au conflit. C'est lors du génocide au Rwanda que l'on a pris conscience que l'aide n'était pas neutre en soi mais qu'elle pouvait avoir un effet négatif sur un conflit. Le principe Do No Harm s'est ensuite développé. La sensibilité au conflit a été intégrée dans les activités de projet et dans les documents stratégiques de donateurs et d'ONG. Depuis 2007, elle figure parmi les 10 principes de l'OCDE pour l'engagement international dans les États fragiles.

Des lignes directrices et des instruments ont été élaborés et des formations dispensées dans le but d'intégrer la sensibilité au conflit aux activités de programme. Mais malgré la diversité des auxiliaires et l'exigence normative, la mise en œuvre pose encore problème.

La communauté de la sensibilité au conflit manque-t-elle de stratégie ? Que faut-il pour aller de l'avant ? Cette approche est-elle évincée par d'autres ? Les experts ont souligné l'importance de l'engagement institutionnel dans la sensibilité au conflit et du rôle revenant à cette dernière dans les débats actuels sur les questions de fragilité, sur la violence urbaine et sur les nouvelles dynamiques de conflit liées à l'émergence de groupes terroristes. Sur l'attente peut-être excessive en termes d'effet sur les dynamiques de conflit ; sur les revendications de pouvoir institutionnelles et contextuelles auxquelles sont exposées les activités tenant compte de l'approche sensible aux conflits ; et enfin sur l'absence d'un esprit de communauté autour du sujet et sur le peu de motivation et de responsabilisation des donateurs et des responsables de programmes dans la mise en œuvre de l'approche.

Cinq groupes de travail vont désormais se consacrer aux thèmes suivants : mise en place d'un consortium/réseau ; élaboration de normes et d'un mécanisme de contrôle ; mise en réseau de voix locales avec des structures politiques nationales et mondiales ; révision des approches sur les activités liées à la sensibilité au conflit et à la promotion de la paix en Europe ; et renforcement de la sensibilité au conflit dans le secteur privé. D'ici à la mise en place du consortium, le KOFF sert de plateforme de coordination et d'échange.

Cours « Dealing with the Past » (CAS)

swisspeace
Franziska Sigrist

[Liens](#)

[Cours « Dealing with
the Past »](#)

[Inscription](#)

[Flyer](#)

[Master of Advanced Studies
in Peace & Conflict Transforma-
tion](#)

Après une guerre civile ou la fin d'un régime autoritaire ou d'une occupation, surmonter les violences passées est souvent présenté comme la base d'une paix durable, de la démocratie et de l'État de droit. Réseaux internationaux de sensibilisation et cadres normatifs et juridiques aident les acteurs locaux et nationaux à mettre en place des mécanismes et des processus tels que des commissions de vérité, des tribunaux ou des commémorations. L'interaction de ces différents acteurs est l'un des facteurs qui déterminent la pertinence et l'efficacité au niveau local d'un processus de traitement du passé.

Ce cours post-diplôme de swisspeace, composé d'une formation sur place de 7 jours et d'activités en ligne, porte sur les enjeux de l'élaboration et de la mise en place d'un processus de traitement du passé, et sur la manière dont les acteurs peuvent collaborer pour assurer des prises de décision efficaces. Il traite des interventions en contexte difficile, des approches locales de traitement du passé, des normes et cadres internationaux, de l'engagement pratique, des archives et de

la documentation, de la construction de l'État, des transformations sociales et de l'évaluation des impacts, et inclut la visite d'un mémorial.

Ce cours est animé par des spécialistes de renom et des professionnels expérimentés, et associe les résultats des toutes dernières recherches à une connaissance approfondie des pratiques sur le terrain. Il s'adresse aux professionnels et aux universitaires issus de structures gouvernementales, de la société civile ou d'organisations internationales œuvrant pour la construction de la paix, la coopération au développement, les droits de l'homme, les médias, etc.

Prévu du 4 au 10 mai 2015 à la swisspeace Academy de Bâle, ce cours peut constituer l'un des modules (10 ECTS) du nouveau programme de formation post-diplôme « Master of Advanced Studies (MAS) in Peace & Conflict Transformation » (60 ECTS) proposé par swisspeace et l'université de Bâle. Le délai d'inscription est fixé au 28 février 2015.

Préavis pour 2015 : cours de formation post-diplôme en promotion civile de la paix

KOFF
Ursina Bentele

[Liens](#)

[CAS en promotion civile de la paix](#)

[Inscription](#)

[Master of Advanced Studies in Peace & Conflict Transformation](#)

Dès septembre 2015, le cours de formation menant au certificat CAS Promotion civile de la paix (CAS Civilian Peacebuilding) sera dispensé pour la quatrième fois en collaboration avec l'université de Bâle. Cette formation continue de 25 jours associe les résultats tirés de la recherche aux expériences sur le terrain, incite à la réflexion critique sur des politiques et des pratiques de la promotion civile de la paix et transmet des compétences pertinentes. Elle abordera tout particulièrement les questions suivantes :

Quels sont les effets de la promotion de la paix ? Comment les mesurer ? Quels sont les défis à relever lors d'activités menées dans des contextes fragiles ? Comment les rôles des genres changent-ils pendant un conflit et que cela signifie-t-il pour les sociétés sortant d'une guerre ? Quel est le moment opportun pour lancer des activités de médiation lors d'un conflit et comment les mettre en place ? Comment une société peut-elle se confronter aux pires atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire ? Comment un système économique favorisant la paix peut-il naître d'une « économie de guerre » ?

Le cours CAS Civilian Peacebuilding (20 ECTS) est dispensé de septembre 2015 à août 2016 dans les locaux de la swisspeace Academy, à Bâle et constitue l'un des modules du nouveau programme de formation post-diplôme « Master of Advanced Studies in Peace & Conflict Transformation » (60 ECTS). Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 30 juin 2015.

Swiss Peacebuilding Training Course 2014

DFAE
Claudia Rizzo

Le cours de formation Swiss Peacebuilding Training Course 2014, organisé à la demande du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), a eu lieu du 31 août au 12 septembre 2014 à Stans en partenariat avec la Division Sécurité humaine, le Centre de Politique de Sécurité, Genève (GCSP), swisspeace et le Centre de compétences SWISSINT. 25 personnes dont 13 expert-e-s suisses et 12 internationaux travaillant notamment en Colombie, au Guatemala, Liban, Mali, Liberia, Soudan du Sud, Nigeria, Pakistan, Kirghizstan, à Madagascar, au Tchad

ou encore en République démocratique du Congo, Syrie ou aux sièges d'organisations régionales ou internationales à Vienne (OSCE) à Genève (UNRISD) et New York (UNDPKO) se sont retrouvés pour suivre cette quinzième édition du cours de base suisse en promotion de la paix.

L'objectif du cours était de fournir aux participant-e-s des compétences et des outils pour leur travail dans le domaine de la promotion de la paix. Les échanges entre les différent-e-s participant-e-s ont été particulièrement enrichissants compte tenu de la diversité du groupe. Le cours a profité de la présence de civils, de policiers, de gardes-frontières et de militaires, travaillant autant sur le terrain pour diverses organisations que dans des instances décisionnelles nationales, régionales et internationales, comme les Nations Unies.

De plus, la mixité des participant-e-s et des conférenciers a favorisé une sensibilité accrue aux questions de genre. La participation du Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Michael von der Schulenburg, à un exercice de présentation de plans d'action par les participant-e-s est venue clore avec succès ce cours. La prochaine édition aura lieu du 30 août au 11 septembre 2015.

Organisations internationales partenaires

Nouvelles émanant de la promotion internationale de la paix et de nos organisations partenaires

[Berghof Foundation](#)

[CDA Collaborative Learning Projects](#)

[Conciliation Resources](#)

[EIP](#)

[EPLO](#)

[forumZFD](#)

[FriEnt](#)

[Geneva Peacebuilding Platform](#)

[GIZ](#)

[GPPAC Foundation](#)

[International Alert](#)

[Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

[Berghof Foundation – nouvel article sur l'éducation pour la paix](#)

Le manuel pour la transformation des conflits de la Fondation Berghof s'enrichit d'un [nouvel article](#) dédié à l'éducation pour la paix. L'éducation pour la paix a fait l'objet ces dernières années d'un intérêt croissant au sein de la communauté internationale. Longtemps cantonnée au rang de discipline académique, elle est désormais considérée comme un véritable mouvement social, actif et mondial. Un réseau s'est à cet égard tissé, dont les activités reflètent les diverses approches pratiquées en la matière. Si le sujet suscite un intérêt grandissant, il éveille également les attentes. Face à la persistance d'une culture de la violence au sein de certaines sociétés, il est en effet plus que jamais nécessaire de mettre à disposition une palette d'instruments afin de promouvoir l'éducation pour la paix et de contribuer à la transformation des conflits. La question étant de savoir comment combiner au mieux l'approche théorique de l'éducation pour la paix avec sa pratique, dont les aspects divergent grandement selon les contextes.

[ZFD – contributions pour une paix positive](#)

L'année 2015 approchant, les discussions autour des futurs objectifs du développement se font de plus en plus vives. Si tout le monde s'accorde à considérer la paix comme un élément clé de l'agenda post-2015, les avis sont divers quant à la question de savoir comment y contribuer. À cet égard, le consortium allemand du Service civil pour la paix (ZFD), en partenariat avec la rédaction de *welt-sichten*, a publié en octobre un dossier intitulé « [Frieden auf der globalen Entwicklungsagenda – Beiträge für einen positiven Frieden](#) » (La paix inscrite à l'agenda mondial pour le développement – contributions pour une paix positive ; disponible en allemand uniquement). En abordant quatre aspects clés de la paix (liberté face à la répression et à la discrimination, droit à la justice, participation politique, liberté de la presse et d'expression), les contributions offrent un aperçu du travail du ZFD et de ses partenaires et proposent diverses réponses aux défis de demain.

Un nouveau fond dédié à la prévention des conflits, à la stabilité et à la sécurité

En avril 2015, le Royaume-Uni mettra en place un nouveau fond d'un milliard de livres dédié à la prévention des conflits, à la stabilité et à la sécurité (Conflict, Stability and Security Fund, CSSF). Dans un rapport adressé aux parlementaires britanniques, Conciliation Resources, International Alert et Saferworld s'interrogent sur les répercussions à venir sur la politique britannique en matière de prévention des conflits. Les trois organisations émettent également aux parlementaires des recommandations quant à la manière d'intégrer une vision de la paix à long terme dans l'approche plus globale du CSSF et du Royaume-Uni en matière d'engagement dans les États fragile ou touchés par des conflits.

PUBLICATIONS

Défis pour la recherche sur la paix

Laurent Goetschel et Sandra Pfluger (éd.). Challenges of Peace Research. swisspeace Working Paper 7/2014.

Le nouveau Working Paper de swisspeace repose sur les conclusions et résultats d'un atelier scientifique mené l'an dernier. Les conclusions de cette rencontre incluait une conception propre de la recherche sur la paix, la relation de cette recherche avec la politique et le terrain, des réflexions théoriques et méthodologiques ainsi que des critères de mesure de la qualité et d'évaluation. Cette publication est un recueil de réflexions sur les défis les plus divers auxquels la recherche sur la paix est confrontée et elle aborde par exemple les tensions entre la recherche critique et la pertinence pratique.

Opérationnalisation de la sécurité humaine

A. Schnabel et Y. Pedrazzini (éd.). Operationalizing Human Security. Concept, Analysis, Application. Lausanne : EPFL, 2014.

Le concept de sécurité humaine place la sécurité des individus, des communautés et des populations au cœur des processus visant à apporter la sécurité. Une action visant à assurer la sécurité, c'est-à-dire à prévenir et à réduire concrètement les menaces directes et structurelles, ne peut être menée à bien si ces menaces, qui varient grandement d'un contexte à l'autre, ne sont pas identifiées et évaluées de manière complète et efficace. Le projet d'opérationnalisation de la sécurité humaine (OPHUSEC), dont traite cette publication, explore le possible recours au concept de sécurité humaine (centré sur l'individu et la population) pour la définition, la détection précoce et la réduction effective des menaces en fonction du contexte.

Cours de formation en ligne sur la sensibilité au conflit

Cours en ligne de l'ONU sur la sensibilité au conflit

Les activités menées dans des contextes fragiles et de conflit sont souvent complexes et réclament beaucoup de doigté. Des spécialistes onusiens de la prévention des conflits ont reconnu la nécessité de renforcer les capacités et les aptitudes liées à l'approche sensible aux conflits. Un tout nouveau cours de formation interactif en ligne répond désormais à ce besoin. Pour le concevoir et le mettre en œuvre, le Groupe interagences des Nations Unies pour les actions préventives a réuni un groupe de travail composé de département et d'organisations intéressées. swisspeace a été chargée du contenu. Ce cours doit être diffusé dans l'ensemble des Nations Unies et des organisations partenaires pour promouvoir l'approche sensible aux conflits et renforcer les compétences dans ce domaine. Cette formation est conçue de manière à permettre une étude indépendante ; elle offre une compréhension approfondie et transmet des connaissances pratiques et des compétences interactives. Le but premier est de parvenir à intégrer l'approche sensible au conflit dans les secteurs de l'humanitaire, de la promotion de la paix, de la sécurité et du développement.

CALENDRIER

Événements

1er décembre 2014

swisspeace organise une conférence-débat le 1^{er} décembre à l'université de Bâle, intitulée « Ukraine 2014 – From Revolution to secession? Civil Society between might and powerlessness ». L'événement est public et accueille des experts ukrainiens et russes pour débattre du sujet. [Complément d'information](#) et [contact](#).

2 décembre 2014

Peace Brigades International (PBI) organise en partenariat notamment avec Peace Watch Switzerland et Alliance Sud une conférence à Lausanne sur le Honduras et les droits humains face aux intérêts des multinationales. [Complément d'information](#).

Du 2 au 3 décembre 2014

La conférence parallèle de la société civile se tient du 2 au 3 décembre à Bâle, en prélude au Conseil ministériel annuel de l'OSCE. Elle se penchera sur les priorités de la « dimension humaine », notamment sur les droits humains et les libertés fondamentales ainsi que sur l'État de droit et la démocratie. Elle offrira également l'occasion de regrouper les recommandations de la société civile de tout l'espace OSCE, élaborées lors de quatre événements régionaux organisés en cours d'année à Belgrade, Vienne, Douchanbé et Tbilissi. [Complément d'information](#).

4 décembre 2014

Le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) organise le 4 décembre prochain une table ronde à Berne sur les défenseurs des droits humains en Colombie et le développement de mécanismes de protection efficaces à l'échelle locale, nationale et internationale. [Complément d'information](#).

Du 4 au 7 décembre 2014

Un festival de cinéma dédié aux droits de l'homme (FilmTage Luzern: Menschenrechte) est organisé à Lucerne du 4 au 7 décembre, à l'occasion de la journée mondiale des droits de l'homme le 10 décembre prochain. Le but étant de sensibiliser le public à la question des atteintes aux droits de l'homme et de mettre en avant des hommes et des organisations qui, dans des conditions souvent difficiles, s'engagent pour la défense des droits de l'homme. Le KOFF sera présent à l'événement en participant aux discussions organisées après les projections. [Complément d'information](#).

[10 décembre 2014](#)

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre prochain, la Direction du développement et de la coopération (DDC) organise une conférence-débat à Berne autour du lien entre accès à la terre, droits de l'homme et développement illustrée par des exemples concrets d'engagements de la DDC et d'autres acteurs. Une exposition photographique accompagne l'événement. [Complément d'informations.](#)

[Du 19 au 28 janvier 2015](#)

swisspeace et la Fondation Berghof proposent une formation de 10 jours sur les dialogues nationaux et la médiation de paix (CAS). Organisée à la swisspeace Academy de Bâle, elle permet de mieux comprendre, concevoir et favoriser les processus de dialogue national, fournit une formation pratique d'amélioration des compétences de dialogue et de médiation et offre une réflexion critique sur les enseignements pouvant être tirés de cas précédents. [Complément d'information](#) et [inscription](#).

[Du 2 au 11 mars 2015](#)

Les États fragiles sont un grand sujet de préoccupation pour la communauté internationale. swisspeace propose une formation de 10 jours sur la fragilité, les conflits et le renforcement de l'État (CAS). Conçue pour les professionnels et les universitaires, elle permet de se pencher sur l'étude des défis conceptuels, politiques et de mise en œuvre rencontrés lors du renforcement d'un État dans un contexte fragile ou de conflit. [Complément d'information](#) et [inscription](#) jusqu'au 31 décembre 2014.

[Jusqu'en juin 2015](#)

Le cours CAS sur les méthodologies de promotion de la paix offre aux acteurs de la promotion de la paix, du développement et de l'humanitaire toute une palette de compétences afin de travailler efficacement en contextes fragiles et en proie à de violents conflits. Ce cours est composé de quatre formations KOFF optionnelles ainsi que d'activités en ligne. [Complément d'information](#) et [date limite d'inscription](#) pour chacune des formations.

[Événements du KOFF](#)

Le [site Internet du KOFF](#) fournit toutes les informations sur les tables rondes et les autres manifestations du KOFF.

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Éditeur

KOFF de swisspeace

Contact

Sonnenbergstrasse 17
Case postale, CH-3000 Berne 7
Tél : +41 (0)31 330 12 12

Rédaction

Marie Seidel, Diego Moresi

Mise en page

Liliana Rossier

Traduction

Jean-François Zurbriggen
Übersetzergruppe Zürich

Couverture

Carte de l'Ukraine affichant les points chauds du conflit
Copyright: Cytora

[Archives disponibles en ligne](#)

Le KOFF est un programme de swisspeace, la Fondation suisse pour la paix. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les organisations non gouvernementales (ONG) suisses suivantes :

Action de Carême
Alliance Sud
Appel de Genève
APRED
artafoundation
BAHA'I
Brücke · Le pont
Caritas Suisse
Caux - Initiatives et changement
cfd
Conseil suisse pour la paix
Croix-Rouge Suisse
DCAF
Eirene Suisse
EPER
Femmes de Paix Autour du Monde
Femmes pour la Paix Suisse

Fondation Hironnelle
Fondation village d'enfants
Pestalozzi
Graines de Paix
Green Cross Suisse
GSsA
HELVETAS Swiss
Intercooperation
Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)
Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding
Interpeace
Ligue suisse des femmes catholiques
Medico International Suisse
Medienhilfe
mission 21
MIR-Suisse

miva Suisse - transporte l'aide
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Palmyrah
Peace Brigades International
Peace Watch Switzerland
Quaker United Nations Office
SCI Suisse
Société pour les peuples menacés
Solidar Suisse
SOS Village d'enfants
Swiss Academy for Development
Swissaid
Terre des Femmes Suisse
Terre des hommes Suisse
TRIAL
World Vision Suisse